

Croissance urbaine et dynamique socio-spatiale Le Caire de 1950 à 1990

Éric Denis

CNRS-CEDEJ, BP 494, Dokki, Le Caire, RAE

RÉSUMÉ.— Depuis 40 ans, la croissance démographique du Caire s'est accompagnée d'un profond réajustement des distributions socio-démographiques. La mesure de la structuration spatiale des disparités sociales sur la base des modèles de la *social area analysis* permet de montrer comment la société cairote est passée d'un clivage, qui s'exprimait de prime abord en termes de hiérarchie socioprofessionnelle, à laquelle était associée une structuration spatiale plutôt sectorielle, à un modèle plutôt auréolaire reposant de plus en plus sur des différences d'âge et de structures familiales.

CROISSANCE URBAINE, DENSITÉS, DISPARITÉS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES, ÉCOLOGIE URBAINE, LE CAIRE

ABSTRACT.— **Urban growth and socio-spatial dynamics in Cairo between 1950 and 1990.**— In the last 40 years, Cairo's population growth has been accompanied by a major shift in socio-demographic distribution. By using social area analysis models to measure the spatial structuring of social disparities, we can see how Cairo society has moved from sectoral segmentation reflecting a socio-professional hierarchy to a concentric pattern based increasingly on age differences and family structures.

CAIRO, DENSITY, SOCIO-DEMOGRAPHIC DISPARITIES, URBAN ECOLOGY, URBAN GROWTH

«Le 26 juillet 1952, une plèbe immense se déverse dans les quartiers riches. Elle met le feu, comme par un plan concerté, aux établissements qui témoignent d'un certain luxe, ou de collusions avec l'étranger. Il est deux à trois heures de l'après-midi. L'émeute — c'en est bien une — revêt alors une couleur qui n'est plus seulement nationale mais sociale. C'est l'étranger qu'elle vise, et la bourgeoisie, en ce qu'elle a de solidaire avec le régime et l'étranger. Mais peut-être plus encore en ce qu'elle est bourgeoisie. Tous les pachas auront leur compte! » (J. Berque, 1967).

Acteur central des profondes mutations politiques qui ont emporté l'Égypte depuis 1950, la société cairote a brisé les paysages hiérarchisés, bornés, et dessiné des combinaisons plus fluides dans le cadre de l'expérience socialiste et de non-alignement des années Nasser qui ont suivi le mouvement de libération nationale en 1952. « Cette période est morte et achevée, et Le Caire est désormais géographiquement plus démocratique et massivement plébéienne, il n'y a pas de zones réservées » (Waterbury, 1976). Il convient d'articuler à ces tendances déjà anciennes — anciennes

Tabl. 1. —
L'agglomération¹
du Caire.

		1947	1960	1966	1976	1986	1996
Pop. en milliers	Le Caire	2 568	4 250	5 495	7 184	9 487	11 022 ²
Taux annuel de croissance (%)	{ Le Caire, Égypte	1,75	3,95 2,45	4,38 2,47	2,72 2,02	2,82 2,75	1,51 2,07

1. Agglomération morphologique définition Géopolis (continuité du bâti < 200 m).
2. Chiffre provisoire du recensement de 1996.

puisque 60 % des Égyptiens sont nés après la mort du président Nasser en 1970 —, les conséquences socio-spatiales de la fragilisation des classes moyennes, des programmes successifs de libéralisation économique et de la réduction des dépenses publiques. Ceux-ci résultent de l'ouverture internationale amorcée après la guerre de 1973, et de la signature des accords de Camp David en 1979, prolongées de façon effective, depuis la fin des années 1980, par l'application des impératifs d'ajustement structurel, de privatisation, de respect des accords du GATT et par la réelle insertion des capitaux étrangers.

Il s'agira encore de voir comment évolue la personnalité socio-spatiale du Caire dans un contexte de mondialisation et d'interdépendance croissante du système des grandes métropoles mondiales — système que l'on ne peut réduire aux capitales des démocraties industrielles (Lefebvre et Latouche, 1995).

Les observations et les mesures rassemblées ici interrogent autant notre capacité à rendre compte d'un mouvement socio-spatial à l'échelle d'une agglomération comme Le Caire qu'elles décrivent la spatialité du changement social. Se pose en particulier la question de l'évolution du contenu hiérarchique associé aux catégories socioprofessionnelles utilisées comme analyseur des disparités et des dynamiques socio-spatiales, voire de leur perte progressive de sens.

Néanmoins, au terme de cette exploration, une inversion des modèles apparaît très clairement. En moins de 40 ans, Le Caire est passée d'un clivage qui s'exprimait de prime abord en termes de hiérarchie socioprofessionnelle et à laquelle était associée une structuration spatiale plutôt sectorielle, à un modèle plutôt auréolaire reposant de plus en plus sur les différentiels d'âge et de structures familiales. La très faible présence de populations étrangères et la

dispersion croissante des 7 % de chrétiens présents dans l'agglomération ont réduit très considérablement l'importance des configurations du type enclave liées aux minorités — l'indice de concentration des chrétiens est passé de 58 en 1947 à 35 en 1986.

1. De la métropolisation à la redistribution

Le Caire est aujourd'hui par la taille, avec ses 11 millions d'habitants, la quinzième ville du monde mais, en ce qui concerne le total des revenus de ses habitants, elle se situe plutôt au niveau d'une ville comme Toulon (Moriconi-Ébrard, 1997). Ce profond décalage entre sa masse démographique et les capacités de son appareil productif en font incontestablement une capitale mal développée, bousculée par la puissance de la poussée démographique depuis le début du siècle et l'inertie du processus, malgré deux décennies de fléchissement de la croissance.

Toutefois, le processus de métropolisation, au moins du point de vue démographique, semble se stabiliser. En effet, l'agglomération du Caire est désormais passée d'un régime de croissance alimenté par des flux migratoires depuis les provinces à une phase où la croissance est pour l'essentiel endogène, autrement dit le produit d'un solde naturel positif. Les apports migratoires n'en fournissent plus que 13 % (Volait, 1988a; Denis et Ireton, 1995). De plus, profonde révolution, l'exode rural n'est plus en cause. En 1986, 80 % des Caiotes non-natifs de l'agglomération du Caire provenaient de villes de province.

La sensible reprise de la croissance entre 1976 et 1986, due à l'instabilité de la fécondité égyptienne dans son ensemble

(Courbage, 1994), n'a pas affecté le mouvement structurel de stabilisation du niveau de métropolisation situé autour de 18 % de la population totale et 35 % de la population urbaine; c'est du moins ce qu'indiquent les estimations et les sondages liés à la préparation du recensement de 1996. Toutefois, dans le contexte actuel d'ouverture internationale et d'attraction croissante des capitaux étrangers en Égypte, polarisés par Le Caire, une réactivation des circuits migratoires des provinces vers la capitale n'est pas à exclure.

Dynamique endogène, cela signifie encore une accélération du mouvement centrifuge de dédensification des quartiers centraux amorcé dès les années 1950 dans les faubourgs les plus dégradés et le centre ancien. Durant la période intercensitaire 1976-1986, le centre perdait quelque 50 000 habitants par an et, déjà lors de la décennie antérieure, il en avait perdu 30 000 par an. Vieillesse sur place et mouvement de décohabitation orienté vers les périphéries, autrement dit cycle de vie, sont ici en jeu. Ce processus est amplifié par la dégradation du patrimoine immobilier dans le centre ancien et ses faubourgs. Le stock de logements précaires des quartiers centraux et péricentraux a longtemps facilité l'accueil des migrants; mais l'insertion progressive des filières régionales de migration dans des quartiers plus périphériques offrant des possibilités d'investissement immobiliers populaires et, tout simplement, le tarissement de l'apport migratoire contribuent au tassement démographique du centre. Il ne cesse de se ruiner, faute d'enjeux fonciers liés à la centralité et surtout en raison de lois qui, mises en place dès 1949 et renforcées après 1952, bloquent les loyers. En 1996, une réforme a été mise en œuvre, mais elle ne touche que les logements neufs. Elle reste donc insuffisante pour inciter les propriétaires à entretenir un capital immobilier sans rendement, mais une réforme plus en profondeur menacerait la stabilité sociale.

La dynamique centrifuge a pour corollaire bourrage et étalement limité sur les franges urbaines. Limité, dans la mesure où Le Caire demeure l'une des plus denses des 100 plus grandes métropoles mondiales, avec 180 habitants par

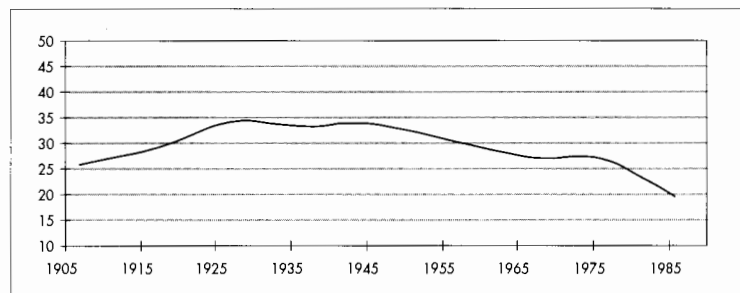


Fig. 1. — Pourcentage des non-natifs du Caire dans la population du Caire.

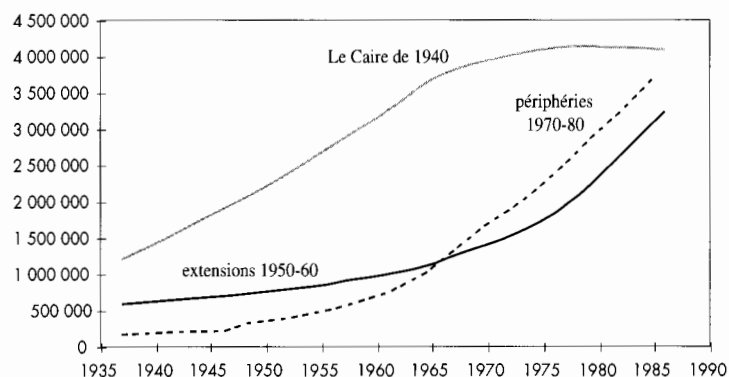


Fig. 2. — Évolution de la distribution de la population dans la région métropolitaine du Caire.

hectare — densité que l'on ne retrouve, selon une définition constante autorisant des comparaisons internationales, que dans des agglomérations indiennes comme Bombay (définition et source Géopolis). L'extrême densité peut encore s'exprimer de la manière suivante: en 1986, 50 % de la population de la région métropolitaine vivait en moyenne à 3 km du centre du Caire, 90 % à moins de 14 km et 100 % à moins de 30 km. Les densités respectives de ces trois auréoles étaient de 360, 72 et 24 hab./ha. À étendues et maillages constants, en 1937, 50 % de la population vivait à moins de 2,5 km du centre, 90 % à 12 km et 100 % à 28 km. La ville s'est donc très peu étendue.

La dynamique de construction qui anime les périphéries pour lotir les riches marges agricoles de l'agglomération au moindre coût, et par conséquent constituer une offre de logement adaptée aux capacités financières de la demande populaire, doit exploiter au maximum le parcellaire en ne laissant qu'une voirie élémentaire suivant la hiérarchie du système

d'irrigation, et en restreignant l'emprise au sol des constructions au profit de l'élévation. Ainsi, la transition entre le monde rural et la ville est extrêmement brutale. La notion de front d'urbanisation prend ici tout son sens avec un mur aveugle, quasi continu, de trois à cinq étages, prêt à servir d'appui à de nouvelles constructions. Une économie paralégale de la construction, qualifiée d'informelle ou de spontanée, voire de « sauvage » par les autorités, produit, depuis les années 1970, 80 % de l'offre de logement. La propriété du sol y est généralement légale, mais l'immeuble s'élève sans permis de construire. Il est en effet interdit de lotir les terres agricoles. Inversement, l'activité planifiée de construction, qui associe intérêts privés, équipements et logements publics et urbanise les marges désertiques plus éloignées, n'absorbe qu'une faible part du mouvement de déconcentration. Entre 1976 et 1986, les extensions sur les terres agricoles des franges de l'agglomération ont absorbé 74 % de la croissance de la population et les plateaux désertiques le reste. Ce n'est qu'entre 1960 et 1966, au moment où la politique publique d'aménagement était la plus volontariste, que les marges désertiques ont capté plus de 36 % de la croissance démographique de l'agglomération.

Ainsi, malgré la puissance du mouvement de desserrement, les quartiers périphériques populaires qui, avec leurs densités élevées et leur morphologie dictée par le parcellaire agricole, reproduisent les configurations des faubourgs anciens, constituent une spécificité majeure de l'agglomération cairote. Les développements spontanés n'ont donc aucun point de comparaison avec ceux des villes d'Amérique latine ou d'autres pays d'Afrique. Une agglomération comme Mexico, avec ses extensions informelles très distendues, est au contraire très peu dense — 30 hab./ha en moyenne.

Entre 1917 et 1986, le nombre d'habitants de l'agglomération du Caire a été multiplié par 12,3 tandis que sa superficie s'est accrue de 8,5 et son périmètre de 3,8 seulement. Il y a donc à la fois densification et régularisation du front d'urbanisation. Le Caire est beaucoup plus compact qu'en 1917.

Ce que les couches populaires produisent par bourrage, ravageage et accrochage sur les franges et dans les enclaves agricoles périphériques est bien de la ville : certes, de la ville sous-standard, mais les modalités de production font de véritables quartiers, avec des immeubles en béton et des logements qui représentent l'investissement d'une vie. Ces

quartiers souffrent d'une absence ou d'un retard d'équipement en services publics, mais ils sont en partie compensés par des services privés plus prompts à répondre à la demande (cliniques, écoles privées, etc.). Ces nouveaux faubourgs populaires des franges agricoles demeurent l'unique marché foncier accessible aux familles en quête d'un logement, puisque les marges désertiques, propriété de l'État et même pour l'essentiel de l'armée, ne sont pas accessibles à la demande populaire et sont soit loties directement par l'État, soit par des sociétés immobilières qui, ayant obtenu des concessions, visent le marché porteur des appartements de luxe tout autant destiné au placement financier qu'à l'habitation. Seules quelques enclaves de squatters entachent cette opposition régulée par l'accessibilité de la ressource foncière et immobilière.

Du point de vue de la dynamique socio-spatiale, cela signifie encore que la périphérisation ne produit pas, au Caire, des contradictions comparables à celles que dessinent les paysages sociaux des villes du Tiers-Monde ceinturées d'un paysage clairsemé de bidonvilles. La mise à distance n'est en rien comparable. En d'autres termes, Le Caire demeure une scène sociale très étroite. La proximité, la coexistence sociale dans des métriques d'accessibilité pédestre sont à peine ébranlées par les politiques publiques qui, depuis les années 1980, ont consacré la création ex-nihilo de villes satellites au loin, sur des plateaux désertiques inhospitaliers. Ces villes nouvelles restent des composantes marginales du fonctionnement socio-spatial de l'agglomération, notamment parce qu'elles n'attirent pas les couches populaires que le projet visait pourtant.

2. Sources : maillages et variables

La disponibilité de statistiques censitaires finement distribuées par quartiers autorise des mesures et des suivis précis de la société cairote depuis plus d'un siècle, puisque le premier recensement moderne, utilisant des bordereaux familiaux et distinguant des individus, date de 1846, et le premier à avoir été publié est de 1882. Jusqu'à celui de 1986, 12 recensements sont disponibles. Marcel Clerget ne s'y était pas trompé qui, dès 1934, s'appuyant sur une analyse fine et cartographiée des recensements de 1907, 1917 et 1927 pour la partie contemporaine de sa thèse, publiait une géographie urbaine et économique du Caire. Outre

qu'il s'agit d'une référence incontournable sur le Caire, il faut y voir un travail pionnier au sein d'une géographie française qui ne considérait pas encore la ville comme un objet possible.

Inscrite dans le courant de l'écologie urbaine comparative animée par Brian Berry (1969) au département de géographie de l'université de Chicago et par les enseignements de William Shevky, Janet Abu Lughod (1969) a dégagé, sur la base d'une analyse factorielle de variables issues des recensements de 1947 et de 1960, l'association étroite entre rang social, structure familiale et « style de vie » dans la division clairement sectorielle des territoires, autrement dit l'inégalité intra-urbaine de la transition démographique. Ensuite, la classification intuitive proposée par Galila al-Kadi (1985) donne, à l'échelle des arrondissements, la structure socio-spatiale du Caire au regard des données du recensement de 1976. Enfin, Wafa Ameer (1990) est revenue à une approche factorielle afin de rendre compte de l'évolution socio-fonctionnelle du Caire depuis 1947, mais un découpage à géométrie variable, tant du périmètre considéré que du maillage interne, ne tenant pas compte des changements administratifs, rend très aléatoire toute interprétation de la dynamique.

L'aire métropolitaine étudiée ici mesure au plus 30 km autour d'un point central, conventionnellement la place Tahrîr ou de la Libération, nœud de communication au cœur du centre fonctionnel, qui combine accessibilité maximale, métro, autobus et autoponts, et concentration de commerces, de ministères et de banques. En 1986, cette aire regroupait 10,7 millions d'habitants distribués en 326 quartiers ou *shyakha*, c'est-à-dire relevant traditionnellement de l'autorité d'un cheikh, et 111 villages, ou *nahya*, pour les marges de l'agglomération. Il existe un échelon intermédiaire, celui du *qism* avec, comme équivalent rural, le *markaz* qui correspond à celui des arrondissements et des cantons. Ce niveau d'agrégation en 40 *qisms* et 8 *markaz* en 1986, compte tenu des redécoupages intercensitaires, ne permet pas d'engager des analyses diachroniques qui exigent un maillage constant. La maille des *shyakha* et des *nahia* a donc été préférée, d'abord parce qu'elle est plus proche de la fine mosaïque des nuances morphologiques et sociales qui scandent les paysages cairotes, et surtout parce que, à cette échelle, il est possible de reconstituer, sur la base des décrets et par agrégation des unités ayant fait

l'objet d'un redécoupage, un maillage invariant de 1947 à 1986. La technique conduit à réduire la diversité géographique, mais garantit en retour la fiabilité des analyses diachroniques — le maillage perd 90 unités par rapport au découpage en 437 unités de 1986.

Outre de la stabilité du découpage, il convient encore de s'assurer de la stabilité intercensitaire des variables que l'on utilise. Si nous pouvons sans crainte suivre la dynamique des structures d'âge ou des structures familiales depuis 1947, en revanche, la manière de décliner les modalités rendant compte du spectre social ou des secteurs d'activité a trop changé, même si en apparence les intitulés restent comparables, pour que l'on se risque à une analyse en continu de la dynamique sociale depuis 1947. Il faut respecter la coupure qu'a constituée la révolution de 1952 dans la manière d'ordonner la société. La profonde mutation dans la représentation politique du monde du travail associée à l'effort d'industrialisation et de formation, ne pouvait pas être sans conséquence sur la représentation statistique du corps social. Par conséquent, nous ne tiendrons compte ici que des recensements de 1960, 1976 et 1986.

Pour rendre compte de la dynamique des combinaisons socio-spatiales, nous utiliserons la distribution en 6 modalités de la population active égyptienne qui, en partie, correspond aux catégories socioprofessionnelles françaises ou CSP. Ces regroupements sont le produit d'un compromis entre une représentation locale de la hiérarchie sociale et les exigences du Bureau international du travail pour que les catégories des recensements ne rendent plus compte que de positions fonctionnelles. Il faut donc y voir une forme d'ajustement entre le statut dans l'emploi, le secteur d'activité et le niveau d'éducation. La distribution hiérarchique oppose travail manuel et fonction de commandement, et intercale des positions et des compétences associées à des niveaux d'éducation. Ouvriers, manœuvres et artisans sont donc en bas de l'échelle sociale; ensuite viennent les actifs des services marchands et publics faiblement ou peu qualifiés, puis les commerçants et leurs employés. À ce point s'opère une rupture: les catégories suivantes supposent en effet un passage plus ou moins prolongé dans le système scolaire. Suivent donc les employés de bureau, le vaste nuage des ingénieurs, des professions médicales et éducatives et, enfin, les dirigeants d'entreprises privées et les cadres supérieurs de l'administration publique.

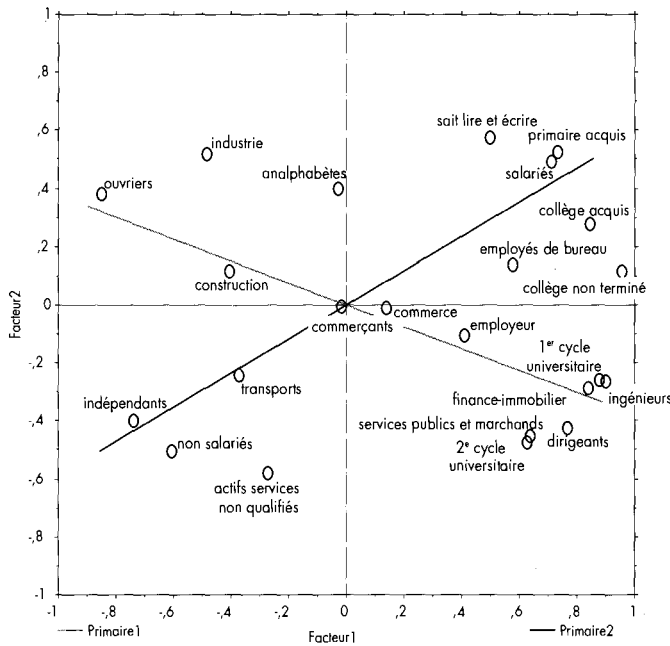


Fig. 3. — Analyse en composantes principales de la population active employée dans la région du Caire en 1986.

Cette distribution des actifs, dans une perspective d'économie des indicateurs, se révèle une excellente condensation du spectre social ou de « l'ordre moral » (Park, 1925). Le système des co-occurrences spatiales des variables PCS, statut dans l'emploi, secteur d'activité et niveau d'éducation dans les shiyakha en 1986, en témoigne parfaitement. L'opposition ouvriers et fonctions d'encadrement qualifiées détermine le premier facteur oblique (primaire 1) et contribue pour 32% de l'explication. Le second facteur oblique (29%) corrige ou nuance l'opposition majeure par la distance entre les employés de bureau aux emplois salariés les plus stables et les actifs employés qui ont les statuts les plus précaires, c'est-à-dire les employés du tertiaire non qualifié ou informel. La réduction, dans des catégories internationales, d'un tableau socioprofessionnel égyptien forcément complexe, dans la mesure notamment où le spectre des métiers n'a pas été complètement standardisé par la généralisation du travail salarié et la segmentation industrielle des tâches, introduit une sorte de fausse proximité ou familiarité avec le corps social égyptien qui marque la limite de ce type d'approche. C'est en partie ce que rappelle le second axe oblique.

3. Uniformisation du paysage socioprofessionnel et déclassement social

Nous voudrions ici, en analysant les indices de concentration et de dissimilarité, montrer comment le paysage social s'est recomposé. Il s'agira d'évaluer l'évolution du clivage socio-spatial que met en évidence l'ACP. Il est certes intéressant de définir un paysage socio-spatial, mais il ne prend sens que si l'on peut l'inscrire dans un mouvement. Une morphologie sociale n'est pas stable, même si elle est freinée dans ses bifurcations par l'inertie des valeurs et des stocks immobiliers et par les localisations fonctionnelles. Négligeant le mouvement, nous pourrions survaloriser les contradictions d'un temps donné qui en « réalité » seraient moins marquées qu'à un moment antérieur ou suivant. Une approche empirique, comme une enquête plus poussée de la morphologie socio-spatiale d'une agglomération, intégrant l'appareillage de l'analyse des correspondances, n'est pas en mesure de rendre compte d'autre chose que d'une structure, avec le risque de la réifier comme une réalité parfaitement stable. Notamment parce que l'analyse des correspondances met en relief la structure des écarts à l'indépendance, mais pas leur intensité (Cibois, 1983). Nous pourrions suivre ce mouvement à travers une succession chronologique d'ACP et une combinaison des résultats ; mais nous montrerons simplement ici, à partir d'indices simples à mettre en œuvre, comment le paysage social s'est transformé depuis 1960 et comment cela relative la structuration factorielle observée pour 1986.

En ce qui concerne Le Caire, l'évolution de l'indice de concentration des CSP entre 1960 et 1986 témoigne, à limites géographiques constantes, d'une convergence presque généralisée des groupes sociaux (fig. 4). Autrement dit, le mouvement démographique centrifuge semble s'accompagner d'une redistribution de plus en plus mixte des populations — les distances socio-spatiales se réduisent.

Nous n'insisterons pas sur la mise en œuvre de ces indicateurs connus (Petsiméris, 1995 ; Denis, 1995) : rappelons simplement que la valeur 100 signifie qu'un groupe social n'est présent que dans une seule unité et, inversement, que la valeur 0 signifie qu'il est uniformément réparti dans la totalité du territoire considéré. L'indice de dissimilarité, construit selon les mêmes principes, mesure la distance

entre groupes sociaux pris deux à deux, avec 100 signifiant qu'il n'y a jamais de situation de coprésence et 0 mixité parfaite, proportionnelle à la distribution moyenne dans l'agglomération¹. Rappelons encore que ces indices ne sont pas comparables d'une ville à l'autre, si ce n'est par la tendance, et qu'un suivi suppose une maille géographique constante².

L'indice de concentration de l'ensemble des actifs, qu'ils soient qualifiés ou non, fléchit, à l'exception de celui des dirigeants. Ils se maintiennent plus regroupés que les autres. La division sociale de l'espace urbain cairote est donc de moins en moins marquée. Seuls les dirigeants conservent une position de distinction, ou confirment une forme de ségrégation volontaire.

Si l'on assimile l'indice de concentration à un indice de ségrégation — terme lourd de signification — on en vient à conclure que Le Caire est une ville de plus en plus mixte. En 26 ans, les employés de bureau ont vu leur indice fléchir de 14 points, les actifs diplômés (ingénieurs, médecins, etc.) de 10, les actifs du tertiaire non qualifié de 9, les ouvriers de 5 et les commerçants de 2. Nous aurions donc

1. L'indice de concentration peut être noté de la façon suivante :

$$IC = 1/2 \sum [(x_i / X_i) - (X - x_i) / (X - X_i)]$$

— avec (x_i / X_i) exprimant le rapport d'un groupe d'une des n zones sur le total de population de ce groupe pour la totalité de l'espace pris en compte ;

— et $(X - x_i) / (X - X_i)$ le rapport des groupes restants (total de la zone moins le groupe pris en compte) sur le total de la population active définie moins le groupe cible.

Dans notre cas, n = les 347 unités, shiyakha et nahya, du fond 1947-1986 à maillage constant.

2. Notre travail exploite un système d'information géographique qui rassemble et géo-référence les 12 recensements égyptiens disponibles avec les fonds correspondants à l'échelle des villages et des quartiers pour les plus grandes villes (1848-1986). Il s'agit de la base de données EGIPTE de l'Observatoire urbain du Caire contemporain (CEDEJ URA CNRS 1165), constituée avec l'aide du PIRVILLES (CNRS) et du ministère des Affaires étrangères. Aux fonds de cartes censitaires sont associées des sources du type satellitaire et fonds de plans vectorisés qui permettent de rapprocher les données de population et les structures morphologiques du bâti, afin de travailler à partir d'une définition harmonisée de l'urbain et donc de sortir de catégories administratives qui, dans le cas de l'Égypte, sous-enregistrent très nettement l'emprise des agglomérations (cf. Moriconi-Ébrard, 1995). EGIPTE signifie Exploration Géographique Informatisée de la Population et du Territoire Égyptien.

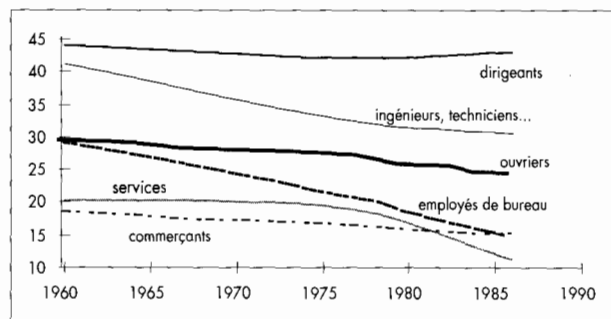


Fig. 4. — Évolution de l'indice de concentration des CSP dans la région du Caire entre 1960 et 1986.

l'image d'une ville plus juste, moins divisée, autrement dit la prolongation de la ville davantage plébéienne dont parlait Waterbury. L'évolution des indices de dissimilarité confirme ce mouvement d'homogénéisation. Les incompatibilités de résidence se réduisent entre ingénieurs, employés, commerçants et ouvriers. À la lumière de ces observations nous pourrions donc conclure à une certaine homogénéisation de l'agglomération du Caire, allant dans le sens des théories évolutionnistes et auto-régulationnistes qui veulent démontrer l'existence de principes d'unification des espaces intra-urbains autant que régionaux et nationaux par réduction des concentrations humaines, et par suite économiques, au profit d'une distribution plus homogène, plus mixte, donc plus équitable (Chakrovorty, 1994).

Toutefois, la distinction territoriale des dirigeants s'affirme. Les quartiers où ils résident sont en effet de moins en moins mixtes. Le mouvement général que l'on peut interpréter a priori comme témoignant d'une plus grande justice socio-spatiale exclut la catégorie dominante et ses territoires. Cette confirmation des positions des dirigeants dans la ville nous met sur la piste d'une interprétation plus pessimiste de ce mouvement socio-spatial. En effet, si la totalité des catégories, excepté le groupe dominant, ne maintiennent pas leur position et n'arrivent plus à affirmer une distinction géographique nous pouvons parler d'une forme de dualisation.

La mixité croissante témoigne d'une fragilisation et d'un appauvrissement étendus à l'ensemble du corps social, qui est par conséquent, à l'exception de la catégorie des dirigeants, soumis aux mêmes contraintes pour s'insérer ou se maintenir dans la ville. Il faut donc lire cette tendance à

	Dirigeants	Ingénieurs	Employés	Commerçants	Services	Ouvriers
Dirigeants	—	11	25	43	31	48
Ingénieurs	+ 7	—	20	40	27	45
Employés	+ 12	- 1	—	26	20	30
Commerçants	- 1	- 13	- 11	—	21	15
Services	+ 6	- 3	- 4	- 6	—	23
Ouvriers	+ 3	- 9	- 9	+ 2	- 6	—

Tabl. 2 — *Indice de dissimilarité: en 1960 et variation en 1986 par rapport à 1960.*



Fig. 5. — *Carte de repérage des quartiers du Caire.*

l'homogénéisation comme une perte progressive de sens de la hiérarchie sociale, telle qu'elle s'expose à travers nos 6 modalités du fait d'une dévalorisation des diplômes tant sur le marché de l'emploi que dans la représentation collective de la société. La stratification sociale se cristallise désormais davantage selon d'autres valeurs telles que le niveau de capitalisation économique et social, les patrimoines et l'insertion dans des réseaux socio-commerciaux perfor-

mants. Le diplôme n'est plus le vecteur de la promotion sociale et de l'insertion professionnelle, il doit être associé à un capital social, familial, immobilier et financier (Wakan, 1990).

Ainsi, les jeunes générations d'ingénieurs, de techniciens, de professions médicales, enseignants et employés de bureau, majoritairement des fonctionnaires, avec leur famille, participent au même titre que les ouvriers au lotissement populaire des périphéries du Caire, réduisant par là même les spécialisations socio-spatiales antérieures. Ils se mêlent dans la difficulté à accéder à un logement, et à ne pas trop s'éloigner du cœur de la ville et des emplois qu'elle offre. Seuls les dirigeants proches du pouvoir et des affaires, hauts fonctionnaires et chefs d'entreprise, se maintiennent au centre, renforçant même leur niveau de concentration (fig. 6 et 7). Ils s'affirment de part et d'autre de l'axe de communication majeur qui relie l'aéroport à l'est au plateau des Pyramides à l'ouest, en passant par le centre-ville et les berges du Nil. En privilégiant ces localisations axiales, ils assurent leur accès au centre. Inversement, d'anciens quartiers péricentraux comme Shûbra, désormais enclavés, font l'objet, depuis les années 1960, d'un sensible désintérêt de la part des dirigeants. Toutefois, la mise en service de la seconde ligne de métro à l'automne 1996, parce qu'elle suit l'avenue de Shûbra, peut stimuler une requalification du quartier.

Un tri social centrifuge est donc bien à l'œuvre, mais il touche un spectre social entièrement fragilisé. L'homogénéisation est le produit du déclassé généralisé de la société cairote des années 1980-1990. La dynamique socio-spatiale s'articule en particulier à la perte inexorable de pouvoir d'achat, et par extension de position dans la société, des employés de la fonction publique et des établissements publics de production condamnés notamment à exercer une seconde activité pour survivre et maintenir leur

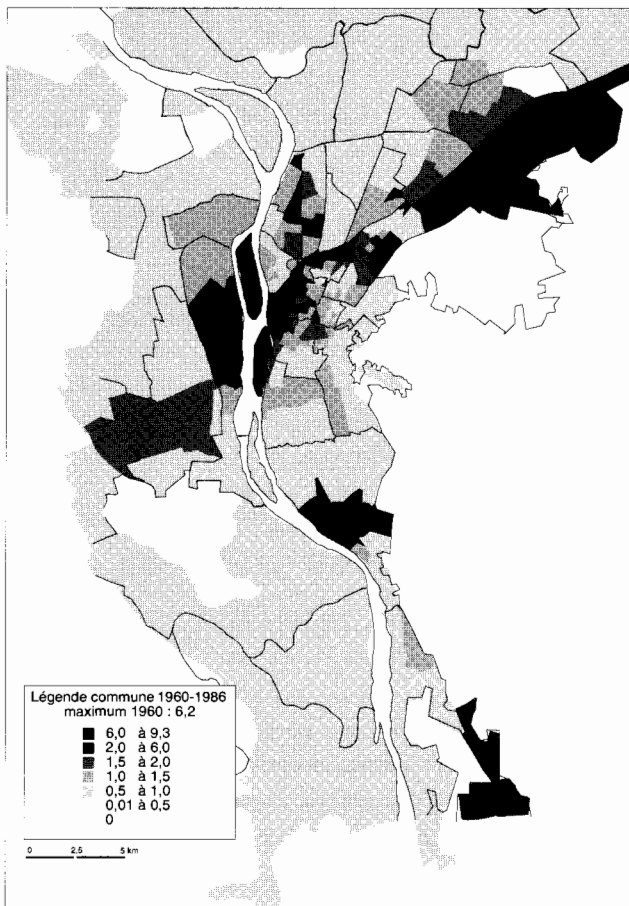


Fig. 6.— *Quotient de localisation des dirigeants en 1960.*

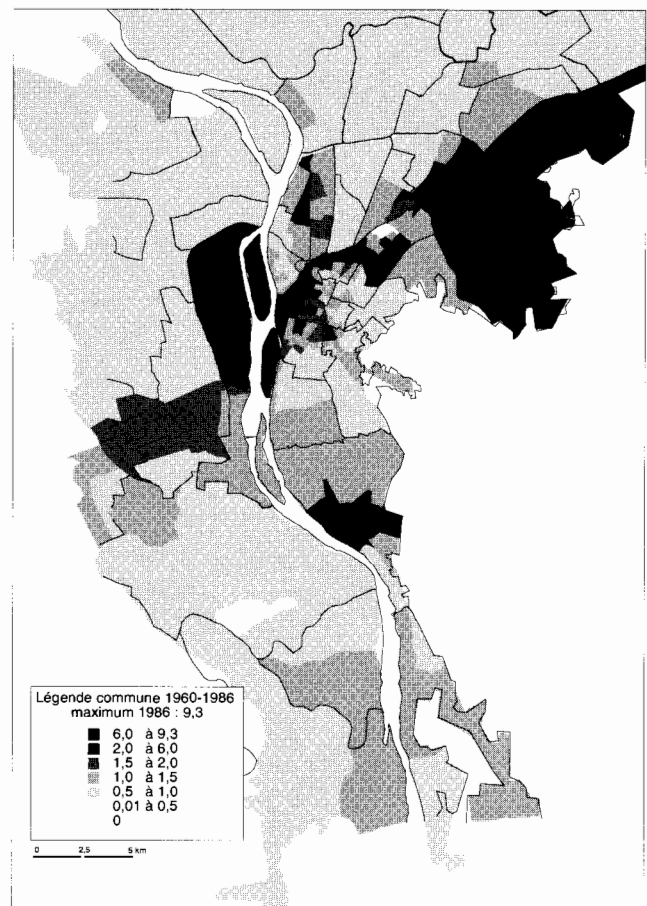


Fig. 7.— *Quotient de localisation des dirigeants en 1986.*

insertion dans la ville, alors que les universités continuent de produire en masse des diplômés à qui, jusqu'en 1995, l'État garantissait un emploi dans la fonction publique.

3. « Vieux » et jeunes, ou centre contre périphéries

La dualisation, produit de la convergence sociale des classes moyennes et de leur déclasserment, réduit les configurations socio-spatiales en une opposition entre les quartiers chics et les autres. La distribution des autres est jalonnée par des générations de peuplement se déclinant du centre vers les périphéries suivant le rythme générationnel des décohabitations.

Ainsi une structuration spatiale concentrique, en fonction des structures d'âge ou encore de la taille des familles, apparaît de plus en plus distinctement. Cette structuration est désormais un élément essentiel autour duquel se cristallisent les contradictions socio-spatiales.

En 1947, l'âge n'était pas un élément discriminant permettant à la fois de distinguer la métropole du monde rural qui l'entoure et le centre de ses faubourgs. Le coefficient de détermination de la relation entre l'âge moyen des habitants des 347 shiyakha et nahia composant la région du Caire dans un rayon de 30 km et la distance au centre n'était en effet que de 0,03 (fig. 8). La différence entre la capitale et son hinterland rural était peu marquée ou, plus précisément, unifiée par l'attraction migratoire exercée par la capitale.

Quartier	Type	1947	1960	1976	1986
Mincha'at Nasir	enclave péri-centrale	22,3	23,4	23,1	21,5
Bûlâq-al-Dakrûr	informel périphérique	22,0	23,4	23,1	22,6
Basâtîn	informel périphérique	21,9	22,7	22,9	22,7
Matariyya	informel périphérique	22,9	22,7	22,9	23,1
Bûlâq al-Dakrûr	informel périphérique	22,0	23,4	23,1	22,6
Imbâba	informel périphérique	23,0	22,5	24,0	24,7
Gammâliyya	vieille ville	22,6	23,5	26,3	28,6
Héliopolis	banlieue planifiée début xx ^e	23,2	25,4	28,7	31,8
Zamâlik	résidentiel luxueux (île sur le Nil)	28,4	28,6	33,1	35,6
Qâsr al-Nîl	centre fonctionnel planifié fin xix ^e	29,6	30,2	32,9	36,1
Région du Caire		27,9	28,9	30,6	31,1

Tabl. 3. — Évolution de l'âge moyen: le creusement d'une différence centre / périphérie (quelques exemples).

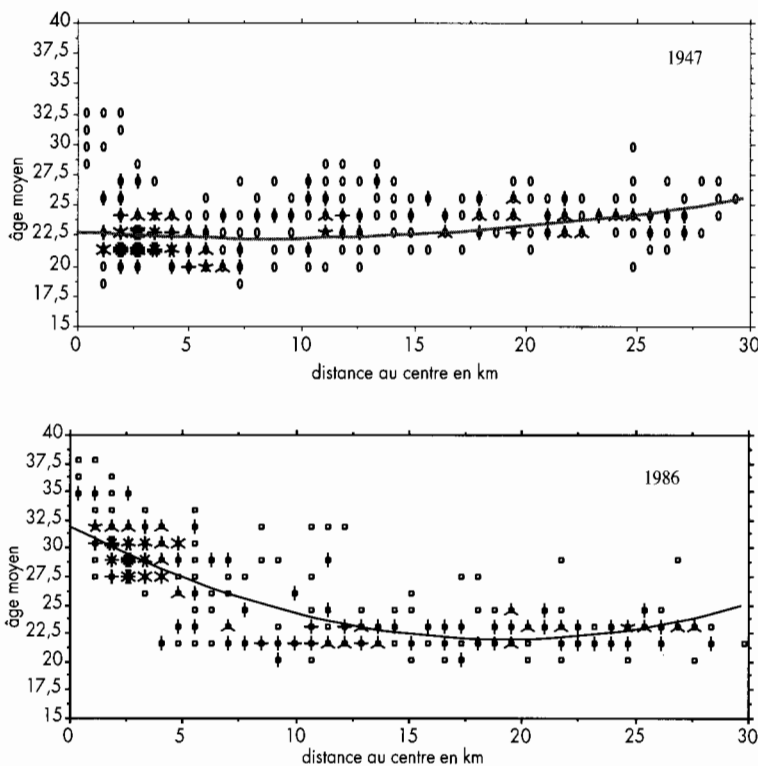


Fig. 8 et 9. — Distribution de l'âge moyen par shiyakha dans la région du Caire en fonction de la distance au centre en 1947 et en 1986¹.

1. Chaque shiyakha est représentée par un carré, l'ajout d'une barre indique la superposition de deux shiyakha, un tripode de trois unités...

Le Caire, alors moins étendue, se distinguait par sa capacité à drainer les jeunes des villages et des bourgs alentours et par un sensible différentiel de mortalité (fig. 10).

Désormais, dans ce même rayon de 30 km autour du centre fonctionnel, l'agglomération se distingue par la centralité qu'occupe une population d'âge moyen relativement élevé et par la satellisation, dans des périphéries proches (5 à 10 km), de citoyens très jeunes ayant en moyenne moins de 23 ans (fig. 9 et 11). Le coefficient de détermination de la relation distance-âge moyen progresse très sensiblement pour s'établir en 1986 à 0,65.

Cette structuration opposant centre et périphérie est confirmée par l'évolution depuis 40 ans de la relation taille des ménages et distance au centre qui, sans être aussi claire que pour l'âge moyen, est néanmoins significative avec un coefficient de détermination passant de 0,03 à 0,33.

5. Recomposition des distances sociales

Le modèle radioconcentrique organisé selon les structures d'âge qui se dessine progressivement présente de façon criante une logique de tri entre les générations du centre vers les périphéries. Il est en ce sens en accord avec le modèle classique du cycle de vie qui serait devenu le facteur déterminant de la structuration socio-spatiale du Caire. Seulement, les spécificités de la dynamique économique, comme le processus d'uniformisation sociale de l'agglomération indiquent qu'il s'agit davantage d'un tri social centrifuge qui engage l'ensemble des générations les plus jeunes. L'absence de relation entre la distribution des PCS et la distance au

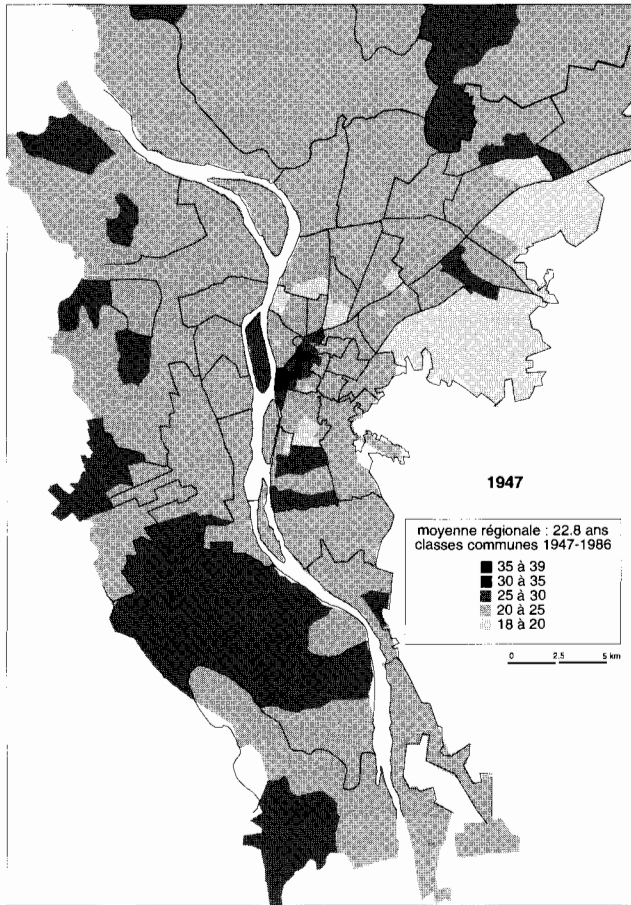


Fig. 10.— Localisation de la population en fonction des classes d'âge en 1947.

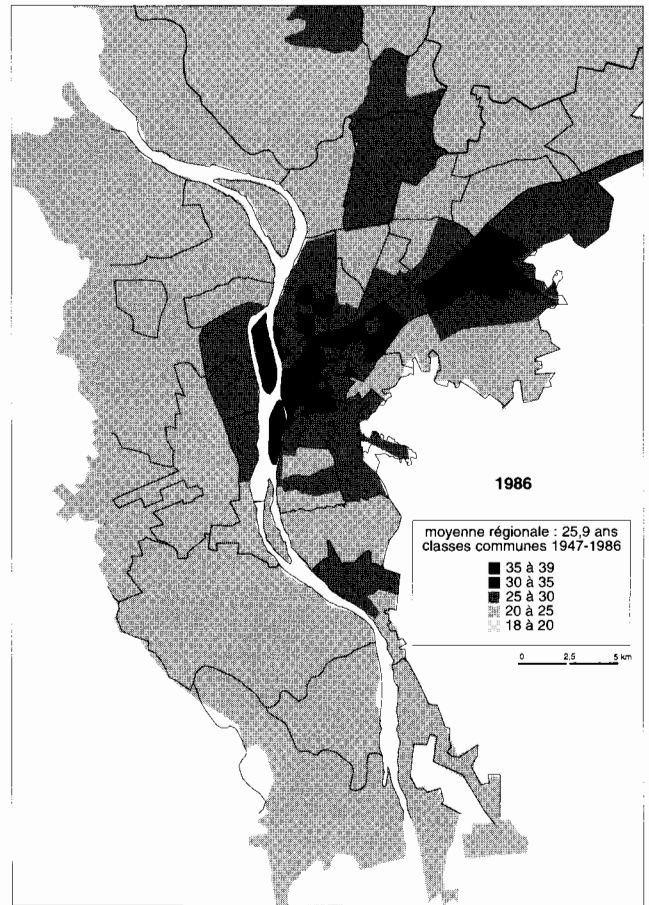


Fig. 11.— Localisation de la population en fonction des classes d'âge en 1986.

centre permet d'insister encore davantage sur le caractère très englobant du tri centre-périphérie selon l'âge. Ainsi, la part des ouvriers dans la population active n'a pas de relation avec la distance au centre, voire même cette relation est plus faible que ce qu'elle était en 1960 : $R^2 = 0,22$ en 1960 contre 0,01 en 1986. De même, pour les actifs diplômés le coefficient de détermination, tout aussi faible, évolue de façon négative, passant de 0,22 à 0,17. C'est l'âge, quel que soit le groupe socioprofessionnel, à l'exception des dirigeants, qui détermine la distance de satellisation de la résidence par rapport au centre.

Si une ville peut être définie comme le produit historique de la lutte pour réduire les distances à 0, alors le processus de filtrage que nous observons, dans la mesure encore où il

ne s'est pas accompagné d'un développement corollaire des moyens de transport et de télécommunication, peut être considéré comme une mise à distance ou une relégation. De plus, il ne s'agit pas d'un simple et banal élargissement de l'agglomération, ou du développement d'une banlieue ordonnée, mais de l'expansion en périphérie de quartiers sous-intégrés et mal équipés.

Tel est le modèle, dont la relation n'est pas parfaite ($R^2 = 0,65$). Ces lacunes dans la distribution radioconcentrique ne sont pas uniquement le produit de déterminismes physiques, de formes urbaines héritées. La configuration de la vallée du Nil et les escarpements désertiques qui bornent la ville n'expliquent pas la totalité des résidus. La cartographie des résidus de la relation met en effet en

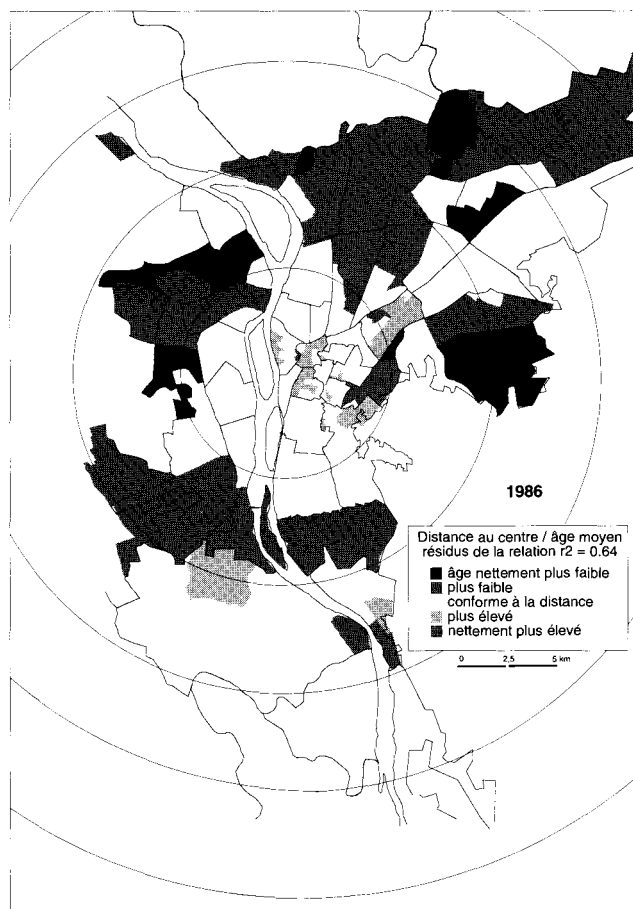


Fig. 12.— Écart entre l'âge moyen observé et l'âge calculé en fonction de la distance au centre.

valeur des quartiers périphériques relativement proches — souvent à moins de 5 km — du centre, qui rassemblent des populations jeunes, moins loin du centre que ne le voudrait une distribution standardisée fonction de la distance au centre (fig. 12). Ces quartiers sont, à l'exception de Madinat Nasr, des quartiers non planifiés.

Au regard de ce que nous venons d'exposer, ces quartiers sous-standards apparaissent comme le produit d'un refus de la mise en ordre, de la mise à distance, comme une résistance du territoire en quelque sorte. Les jeunes citadins, par l'informel, peuvent continuer à habiter dans des métriques de proximité, c'est-à-dire rester à portée des réseaux socio-économiques de l'agglomération, là où se concentrent les

occasions d'emploi et de survie, autrement dit d'intégration. Ils construisent ainsi des faubourgs mixtes où se mêlent activités et résidences, dans un désordre apparent, naturellement insupportable aux regards des visées fonctionnalistes des aménageurs.

Sans donner plus de sens à l'historicisme, et surtout en insistant pour qu'il ne serve pas d'argumentaire à des lectures évolutionnistes qui verraient dans ces faubourgs des formes urbaines appelées à disparaître et à se restructurer dans une ville modernisée, nettoyée et ordonnée, il convient de relever des parallèles frappants avec les faubourgs occidentaux, notamment parisiens, et l'émergence de la banlieue au XIX^e siècle (Marchand, 1993). Ils représentent un modèle de lutte contre la distance où le rapport étroit entre les blocs et la trame viaire compose un territoire très dense survalorisant les métriques pédestres, donc favorable à la multiplication des situations de coprésence. Ces faubourgs ne sont pas une forme anachronique, c'est-à-dire le signe d'un retard de développement ; ils sont bien davantage des formes très modernes d'adaptation aux conditions libérales de production des espaces urbains. De plus, ils composent des villes compactes, formes vers lesquelles les urbanistes occidentaux, notamment anglo-saxons, essaient de revenir pour réduire les coûts liés à l'étendue et à la dispersion.

La mise en ordre fonctionnelle et la réforme urbaine s'expriment ici par les vastes cités satellites et autres villes nouvelles dont les profils de béton se dressent loin sur les marges désertiques (Stewart, 1996). D'une certaine façon, nous pourrions voir dans l'essor de ces faubourgs non planifiés une résistance de la société urbaine contre les prétentions à la standardisation et au zonage visant le lissage universel des espaces urbains sous les traits d'une machine économique performante.

Conclusion

Des différences socio-spatiales majeures se creusent et se recomposent sur une scène urbaine qui demeure étroite et très dense, contrainte par la valeur d'un sol agricole rare et des plateaux désertiques coûteux à investir. Ces densités impliquent que le tri social effectivement à l'œuvre, en revêtant la forme d'un tri auréolaire par génération, n'y est

pas exclusif de la résistance d'une certaine proximité sociale et, pour le moins, d'une relégation en périphérie qui restent de faible portée.

Par ailleurs, contrairement au discours sur l'universalité de ce que les Anglo-Saxons depuis Janelle (1959) puis Giddens (1984) appellent *time-space convergence*, c'est-à-dire raccourcissement des distances, voire abolition de la distance, ou encore de ce que l'on serait tenté d'avancer quant à une urbanisation diffuse engageant une uniformisation socioculturelle qui transcende les distinctions ville-campagne ou centre-périphérie, au Caire les polarisations socio-démographiques ne fléchissent pas ; elles changent de forme et de nature. Dans un contexte d'interdépendance croissante, de globalisation, il apparaît clairement que les territoires intra-urbains, la mosaïque des quartiers, autrement dit le local, conservent un rôle central dans la structuration sociale d'une ville comme Le Caire (Peemans, 1995 ; Sassen, 1991 ; Abu Lughod, 1990).

Ainsi, malgré le recul de l'activité agricole, les différences intra-agglomération y sont-elles plus marquées aujourd'hui, qu'entre la ville, la campagne et les bourgs proches en 1947. L'espace métropolitain des années 1980-1990 est plus contrasté que le territoire régional des années 1950. Si la segmentation strictement sociale de l'espace n'apparaît plus que sous la forme d'une opposition duelle, les différences de structures démographiques recomposent une puissante polarisation à l'échelle de l'agglomération. Les écarts maximum de structure démographique sont confinés dans un rayon d'à peine 15 km. L'agglomération du Caire contient dans la diversité de ses quartiers la totalité du spectre des disparités sociodémographiques de l'Égypte.

La transition démographique vue à travers la distribution par âge des habitants ou la taille des ménages n'apparaît pas comme une progression uniformément répartie contrairement à ce que laisserait penser la même évolution observée à l'échelle nationale, ou même régionale. Inversement, l'analyse globale de données finement localisées indique que l'espace social est de plus en plus polarisé et que les disparités démographiques recouvrent une hiérarchie sociale. Cela signifie encore que, dans un contexte de perte de sens des hiérarchies sociales fondées sur la profession ou le niveau d'éducation, les variables démographiques s'affirment comme des indicateurs plus structurels de la

différenciation sociale, des modes et niveaux de vie et pas seulement du cycle de vie.

Suivre les dynamiques qui affectent le système des métropoles dans un contexte d'interdépendance croissante est un objectif de recherche, mais ne peut se faire uniquement d'après des données agrégées. L'uniformisation du monde ou la convergence peuvent s'observer à travers l'évolution d'indicateurs agrégés à l'échelle régionale, mais elles ne résistent pas à l'analyse de données finement localisées. Dans ces différences d'appréciation du processus indéniable de mondialisation se niche une erreur d'échelle ou un effet de masque. Le suivi comparatif des disparités intra-agglomérations s'impose pour rendre compte du mouvement social qui affecte les sociétés urbaines. Il prend tout son sens dans la durée, à travers des mises à jour et d'inévitables mises en perspectives (Roncayolo, 1996).

Références

- ABDALAH A. (1984). «The residential segregation of occupational groups in some Egyptians cities: 1960-1976». *Research monograph series*, n° 12. Le Caire: Cairo demographic center.
- ABU-LUGHOD J. (1969). «Testing the theory of social area analysis: the ecology of Cairo, Egypt». *American Sociological Review*, vol. 34, p. 198-212.
- ABU-LUGHOD J. (1971). *Cairo: 1001 Years of the City Victorious*. Princeton: Princeton university press, 284 p.
- ABU-LUGHOD J. (1990). «Le Caire et New York vus de la rue». *Revue internationale des sciences sociales*, n° 42, p. 345-358.
- AMEUR W. (1990). *Écologie d'une ville arabe: dynamique des structures internes du Caire (1947-1986)*. Le Caire: Université du Caire, doctorat (en arabe), 2 vol.
- BERQUE J. (1967) *L'Égypte. Impérialisme et révolution*. Paris: Gallimard, «Bibliothèque des Sciences humaines», 746 p.
- BERRY B.J.L. et REES P.H. (1969). «The Factorial ecology of Calcutta». *American Journal of Sociology*, n° 74, p. 445-491.
- CHAKROVORTY S. (1994). «Equity and the Big City». *Economic geography*, vol. 70, n° 1, p. 1-22.
- CIBOIS P. (1983). *L'Analyse factorielle*. Paris: PUF, coll. «Que sais-je?», n° 2 095, 126 p.
- CLERGET M. (1934). *Le Caire: étude de géographie urbaine et d'histoire économique*. Le Caire: Schindler R., 2 vol.
- COURBAGE Y. (1994). «L'imprévisible fécondité égyptienne». *Population*, n° 1, p. 212-213.
- DEBOULET A. (1991). «La mobilité résidentielle dans la région du Grand-Caire». *Tiers-Monde*, t. XXXII, n° 125, p. 115-133.

- DENIS É. et IRETON F. (1994). « Notes sur les échanges migratoires entre le Grand-Caire et la province et sur les migrations dans l'aire métropolitaine ». *Lettre de l'Observatoire urbain du Caire contemporain*. Le Caire: CEDEJ, n° 36, p. 32-39.
- DENIS É. et MORICONI-ÉBRARD F. (1995). « Le Caire face au désert ». *Urbanisme*, n° 294, p. 21-27.
- DENIS É. (1995) « Le Caire: aspects sociaux de l'étalement ». *Égypte, Monde Arabe*. Le Caire: CEDEJ, n° 23, p. 77-130.
- DENIS É. (1996). « Le Caire d'un libéralisme à l'autre ». *Peuples méditerranéens*, n° 74-75, p. 175-204.
- EL-KADI G. (1985). « La division sociale de l'espace au Caire ». *Maghreb-Machrek*, n° 110, p. 35-55.
- EL-KADI G. (1988). « L'articulation de deux circuits de gestion foncière au Caire ». *Peuples méditerranéens*, n° 41-42, p. 167-179.
- EL-KADI G. (1994). « Le Caire: La ville spontanée sous contrôle ». *Maghreb-Machrek*, n° spécial, p. 30-41.
- EL-KADI G. (1995). *La Recherche urbaine en Égypte: un État de la question*. Interurba, n° 13, 169 p.
- GIDDENS A. (1984). *The Constitution of Society*. Londres: Blackwell (1987, PUF, pour l'édition française, 200 p.)
- GRAFMEYER Y., JOSEPH I. (1979). *L'École de Chicago: naissance de l'écologie urbaine*. Paris: Aubier, 377 p.
- ILBERT R. (1982) « Le Caire a-t-il une médina? » *Fascicule de Recherches, Urbama*, n° 10-11.
- JANELLE D.J. (1959). « Spatial reorganization: a model and concept ». *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 58.
- KHALIFA A. et MOHHEIDDIN M. (1988). « Cairo ». In DOGAN M. et KASARDA J. dir., *The Metropolis Era: Mega-Cities*. Londres: Sage, vol. 2, p. 237-267.
- LEFEVRE S. et LATOUCHE D. (1995) « Mondialisation et politiques urbaines ». In POLESE M. et WOLFE J., dir. *L'urbanisation des pays en développement*. Paris: Economica, 530 p.
- MARCHAND B. (1993). *Paris, histoire d'une ville (xix^e-xx^e siècle)*. Paris: Le Seuil. 438 p.
- MILAD H. (1992). *Le Logement en Égypte: un essai critique*. Le Caire: Cedej, 292 p.
- MORICONI-ÉBRARD F. (1995). *Géopolis*. Paris: Anthropos, coll. « Villes ».
- MORICONI-ÉBRARD F. (1997). « Le PIB des grandes métropoles mondiales ». *Données Urbaines 1997*. Paris: Anthropos, coll. « Villes ». À paraître.
- NWOKOLO B. (1978). *The Application of the Western Urban Theories to Middle Eastern cities: A Case Study of Cairo*. Boston: Boston University, PhD, 200 p.
- PEEMANS J. P. (1995). « Modernisation, globalisation et territoires: l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement ». *Tiers-Monde*, n° 141, p. 17-40.
- PETSIMÉRIS P. (1995). « Une méthode pour l'analyse de la division ethnique et sociale de l'espace intra-métropolitain du Grand Londres ». *L'Espace géographique*, n° 2, p. 139-153.
- PONCET E. (1970). « Notes sur l'évolution récente de l'agglomération du Caire ». *Annales de Géographie*, t. LXXIX, n° 431, p. 78-111.
- RAYMOND A. (1993). *Le Caire*. Paris: Fayard, 426 p.
- RONCAYOLO M. (1996). *Les Grammaires d'une ville: essai sur la genèse des structures urbaines à Marseille*. Paris: Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 507 p.
- SAAD EDDIN I. (1982). « Social mobility and income distribution in Egypt. 1952-1977 ». In GOUDA A.K. et TIGNOR R., dir. *The political economy of income distribution in developing countries*. New York: Holmes & Meier, 3 vol.
- SASSEN S. (1991). *The Global City: New York, London, Tokyo*. Princeton: Princeton University Press.
- SOLIMAN A. (1995). « A Tale of Informal Housing in Egypt ». In ALDRICH B. et SANDHU R. dir. *Housing the Urban Poor: Policy and Practice in Developing Countries*. Londres: Zed Books, p. 297-316.
- STEWART D. (1996). « Cities in the desert: the egyptian new-town program ». *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 86, p. 459-480.
- VOLAIT M. (1988a). « Le Caire: les problèmes de la croissance à la lumière du recensement de 1986 ». *Espace, Populations, Sociétés*, n° 2, p. 213-225.
- VOLAIT M. (1988b). « Composition de la forme urbaine du Caire ». *Peuples méditerranéens*, n°41-42, p. 105-118.
- WAKAN U. (1990). « Housing strategies among the Cairo poor, 1950-1985 ». In AMIS P. et LLOYD P., dir. *Housing Africa's urban poor*. Manchester: Manchester University Press, p. 123-139.
- WATERBURY J. (1976). « Take the bus, and leave the driving to us ». *Northeast Africa Series*, vol. XXI, n° 2.